18.

RÉPONSE

AUX

OBSERVATIONS SUR LES DOUANES,

INSÉRÉES DANS LE NUMÉRO 366

DU JOURNAL DE PARIS.

Case FRC 7865

TOUT Citoyen doit le tribut de ses connoissances à la Patrie, &, lorsqu'il conçoit un Projet utile sur des branches de l'administration, son zèle pour le bien public ne mérite que des éloges ; mais son opinion doit s'établir sur des faits, sur leur résultat, & non sur des erreurs.

Le Journal de Paris, Numéro 366, en rendant compte de la Séance de la Convention, du 30 Septembre, a dit que des Négocians de Cadix, se plaignoient des vexations qu'ils avoient éprouvées dans les Douanes de France. Il a dit que le produit total des Douanes ne s'élevoit qu'à quinze millions, & que les frais de Régie étoient de neuf à dix millions ; enfin, il a dit que les Prépoſés étoient dangereux pour la Liberté.

Aucune de ces allégations n'eſt vraie.

Le Bulletin de la Convention annonce très-

MJW 15827

clairement que les plaintes, portées par des Négocians, ne concernent que les Douanes eſpagnoles.

Le produit net des Douanes a excédé quatorze millions, tous frais prélevés, & perſonne n'ignore que le Miniſtre l'a indiqué dans ſon Rapport du 5 Octobre dernier.

Ces produits ſeroient beaucoup plus conſidérables, ſi les troubles des Colonies, & les effets inévitables de la guerre ne s'oppoſoient à leur augmentation.

On n'obſervera pas que quatorze mille individus, répandus ſur quinze cents lieues de côtes & frontières, ce qui fait neuf hommes par lieue, puiſſent jamais donner des inquiétudes; mais on dira que pour attaquer la choſe, on ne doit pas inculper les perſonnes; on dira que cette crainte eſt un outrage pour des Citoyens, qui donnent tous les jours des preuves de patriotiſme & de dévouement à la République.

Sur les frontières de la Belgique, ils ſe ſont formés en Compagnie, &, par un ſervice très-utile, ils ont mérité les éloges des Corps adminiſtratifs & du Commandant de Lille.

Sur les frontières d'Eſpagne, ils offrent de marcher contre nos ennemis, & tout récemment le Général de l'armée des Pyrenées, a demandé à les employer, en aſſurant qu'ils

THE NEWBERRY LIBRARY CHICAGO

étoient généralement braves, patriotes, & très au fait des localités.

De tels témoignages ne ſont pas ſuſpects, & repouſſent victorieuſement des aſſertions vagues & haſardées.

Le même Journal obſerve que toute inſtitution des Douanes aux frontières, met obſtacle à un grand nombre d'exploitations agricoles & induſtrielles.

Pour aborder la queſtion, il faut d'abord établir ce que l'on entend par induſtrie.

L'induſtrie d'un grand Peuple conſiſte à tirer de ſes Fabriques, de ſes Manufactures & du produit de ſon ſol, non ſeulement tout ce qui eſt néceſſaire à ſa conſommation, mais encore un ſuperflu qu'il vend à ſes voiſins. Or, l'exiſtence des Douanes n'eſt propre qu'à aſſurer cet heureux réſultat.

Toutes les matières premières, deſtinées à alimenter nos Manufactures, entrent en franchiſe.

Tous les objets manufacturés, tous les produits des arts ſortent avec la même liberté.

Le droit modique auquel nos vins ſont aſſujettis à leur ſortie de France, ne peut en diminuer la vente, & l'Etranger ne peut s'en paſſer.

Les eaux-de-vie, qui forment l'une des prin-

cipales branches de Commerce des Départemens vignobles, ſont exemptes.

L'impôt ne tombe donc que ſur les marchandiſes étrangères, & cet impôt eſt conſervateur de l'induſtrie nationale ; s'il n'exiſtoit pas, nos Manufactures, nos Fabriques en tout genre ſeroient bientôt anéanties. Nos Atteliers ſeroient abandonnés, & nos matières premières paſſant chez nos voiſins, les enrichiroient du produit d'une main-d'œuvre précieuſe, & nous ſeroient enſuite vendues à très-haut prix.

Jettons les yeux ſur l'Angleterre. Quel eſt le Pays de l'Univers où l'induſtrie & l'agriculture ſoient portées à un plus haut degré de perfection ? Quelle eſt la Nation, dont le Commerce ſoit auſſi étendu, auſſi floriſſant ? Quel eſt le Peuple auſſi fécond en reſſources pour ſoutenir les revers & préparer des ſuccès ? Cependant l'Angleterre a des Douanes, & certes elle n'eſt pas tentée de les ſupprimer.

Au ſurplus cette queſtion demanderoit une diſcuſſion approfondie dans tous ſes rapports, & dégagée de toute partialité. Il faudroit conſulter les Chambres de Commerce ; il faudroit écouter les réclamations des Fabricans, des Artiſtes, des Ouvriers de toutes eſpèces, qui ne tarderoient pas à ſe faire entendre dans toute l'étendue de la République. C'eſt avec des

paradoxes brillans & ſpécieux, & par une fauſſe application de la liberté, que l'on peut compromettre l'exiſtence d'un ſi grand nombre de Citoyens & la richeſſe d'un Etat.

D'ailleurs, ce n'eſt pas le moment de faire une épreuve dont les réſultats fâcheux peuvent être incalculables; ce n'eſt pas le moment de répandre l'alarme dans nos Manufactures; enfin, ce n'eſt pas le moment de priver de tous moyens de ſubſiſtance un million d'Ouvriers employés dans nos Ateliers. Bientôt les plus intelligens de ces Ouvriers, reſtés ſans reſſource, iroient porter leurs talens & leur adreſſe chez nos voiſins, empreſſés à les recueillir.

Il ſeroit mieux, ſans doute, que dans toute l'Europe, il n'y eût point de Douanes, & que toutes les Nations fiſſent librement un échange mutuel de leurs marchandiſes & de leurs denrées. La France trouveroit dans ce nouvel ordre de choſes, un grand avantage; mais nous ſommes loin encore de cet accord parfait de principes & d'opinion qui peut ſeul réunir les Peuples ſous les mêmes Lois. Or, il ſeroit abſurbe de donner un exemple qui ne ſeroit pas imité, & qui entraîneroit pour pluſieurs générations. l'anéantiſſement de notre Commerce.

La véritable liberté d'un Peuple, entouré

de voiſins ambitieux & jaloux, conſiſte à ne leur accorder que les avantages qu'ils lui accordent eux-mêmes. Une liberté illimitée eſt une chimère dans l'état actuel de l'Europe; elle ne ſeroit pas moins déſaſtreuſe qu'une Loi agraire, puiſqu'elle ſeroit le partage des propriétés induſtrielles de la France, entre toutes les Nations, qui, nous rendant tributaires de leur main-d'œuvre, éleveroient leur puiſſance ſur les ruines de nos Manufactures.

Certes, ce n'eſt pas dans un moment, où ſi le Commerce françois pouvoit voir ſans inquiétude une guerre avec l'Angleterre, ce ſeroit dans la ſeule eſpérance qu'elle romproit un Traité inégale & ruineux; ce n'eſt pas dans ce moment qu'il peut être queſtion d'ouvrir nos Ports à toutes les marchandiſes étrangères.

On ſe diſpenſera de répondre à l'aſſertion que les Douanes ſont nuiſibles à l'agriculture; elles n'y ont aucun rapport, ſi ce n'eſt que les quatorze mille Prépoſés à la garde des côtes & frontières, s'oppoſent par une ſurveillance active, dont on reconnoît tous les jours les avantages, à l'exportation des bleds, farines & autres denrées néceſſaires à la ſubſiſtance du Peuple.

Tout Citoyen qui aime ſa Patrie, & qui conſidère ſans paſſion, ſans partialité, ſes divers

intérêts, doit ſe préſerver de cet eſprit de ſyſtême qui ne frappe & n'éblouit que par ſa nouveauté, & parce qu'il brave tous les principes connus. En adminiſtration, tout changement, s'il n'eſt utile, eſt une faute irréparable, puiſqu'il fait des malheureux & des mécontens.

Triomphons de nos ennemis du dehors, triomphons ſur-tout de nos ennemis du dedans; établiſſons une conſtitution ſur des baſes ſolides; mettons enfin le Peuple en état de jouir paiſiblement des charmes de la liberté; alors ſeulement nous pourrons nous occuper des objets ſecondaires, & livrer à une diſcuſſion calme & raiſonnée des Projets dont les bons effets ſont plus que douteux.

De l'Imprimerie d'Antoine-Joſeph GORSAS, rue Tiquetonne, Numéro 7. 1793.

710